

Les résultats clés du MSNA dans la ZMPAP auprès de la population générale

Avril 2026 | Haïti

Messages clés

- Près de la moitié des ménages de la ZMPAP (44%) expriment un **besoin en protection**, dont plus d'un quart (27%) se trouvent dans une situation sévère (phase 4). Un ménage sur trois (30%) a **besoin d'aide juridique**, principalement pour obtenir des **documents d'identité** (23%), 27% parmi les déplacés). Les menaces de protection limitent **l'accès aux ressources essentielles** pour 31% des ménages, en particulier à **Tabarre** (61%) et **Croix-des-Bouquets** (61%). Enfin, 31% des ménages ont été directement affectés par des **conflits ou violences** au cours des 12 mois précédant la collecte, ce qui souligne l'ampleur des besoins en protection.
- Les conditions d'hébergement restent précaires : parmi les ménages vivant en **centres collectifs** (8%), plus de la moitié (54%) sont installés dans des **entrepôts ou bâtiments privés**, tandis que 32% occupent des **bâtiments publics**. 30% des ménages ayant accès à un abris ont rapporté qu'ils vivent dans **un bâtiment inachevé ou non-fermé** et 5% résident dans **un abri de fortune**.
- La commune de **Cité Soleil** se distingue par des vulnérabilités multiples. Les **inondations** touchent 63% des ménages, représentant l'aléa le plus fréquemment rapporté. Sur le plan économique, 9% des ménages n'ont **aucune source de revenus**, et pour 44%, **les dépenses alimentaires** absorbent plus de 75% du **revenu total**.

30%

des ménages ayant accès à un abris ont rapporté qu'ils vivent dans **un bâtiment inachevé ou non-fermé** et 5% résident dans **un abri de fortune**

46%

des ménages ont rapporté un **sentiment d'inquiétude** concernant toute forme de violence au cours des trois mois précédant la collecte de données

CONTEXTE

En 2025, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a estimé à 6 millions le nombre de personnes ayant des [Besoins humanitaires 2025](#) en Haïti. L'augmentation croissante des populations dans le besoin traduit les défis auxquels font face les Haïtiens, notamment avec la persistance de la violence, de l'instabilité politique et sociale et l'exposition aux aléas climatiques. La violence des groupes armés a provoqué le déplacement massif des citoyens et contribué à plonger près de la moitié de la population haïtienne dans une [insécurité alimentaire aiguë](#), provoquant le [déplacement massif](#) des citoyens non seulement au niveau de la ZMPAP mais de plus en plus depuis la dernière année dans les [départements de l'artibonite et du centre](#).

APERCU DE L'ÉVALUATION

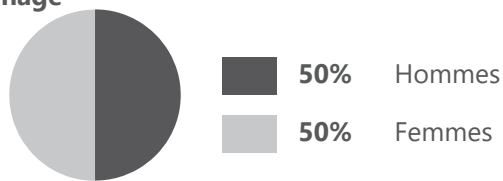
Afin de répondre à une évolution constante du contexte socio-politique et humanitaire dans le pays, REACH, sous le mandat du Groupe de Travail Inter-Secteur, du Groupe de Travail de Gestion de l'Information, et avec l'approbation de l'Equipe Humanitaire Pays (EHP), se propose de faciliter pour la quatrième fois en Haïti une MSNA afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2026.

MÉTHODOLOGIE:

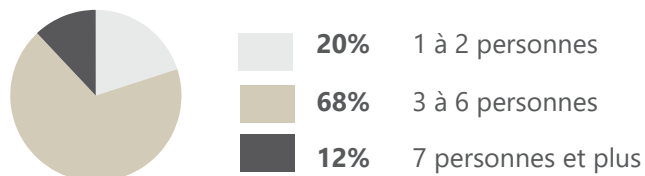
La collecte de données auprès des ménages dans la ZMPAP s'est déroulée du 01 juillet au 09 août 2025 et s'est faite auprès de 676 ménages, avec un échantillon probabiliste en grappes stratifiées sur 7 communes.

INFORMATIONS CLÉS SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



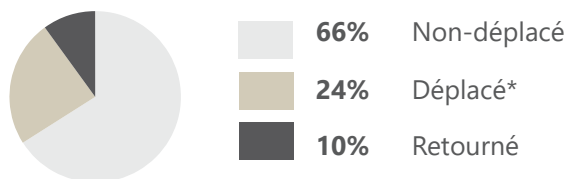
% de ménages par taille du ménage



30% des ménages ont une cheffe de ménage entre 36 et 65 ans.

33% des chefs de ménage sont âgés entre 36 et 65 ans.

% de ménages par statut de déplacement



*contraint de fuir son lieu de résidence habituel depuis sept 2022

44% des ménages non-déplacés ont rapporté l'installation des personnes déplacées dans leur communauté depuis septembre 2022

Parmi les communes où les ménages **ont été contraints de fuir leur lieu de résidence habituel depuis septembre 2022**, les communes de **Port-au-Prince 40%**, de **Delmas 27%** et de **Tabarre 25%** ont été les plus touchées.

EXPOSITION AUX ALÉAS

42% des ménages ont **subi un choc** au cours des 12 mois précédant la collecte de données.

31% des ménages ont indiqué avoir été affecté par les **conflits/violence** au cours des 12 derniers mois précédant la collecte de données.

Top 3 principaux impacts rapportés du conflit

- 1 Déplacement, l'évacuation ou la relocalisation (50%)
- 2 Impact sur la santé (30%)
- 3 Destruction ou dommages aux biens essentiels du ménage et aux effets personnels (13%)

Plus de la moitié des ménages dans la commune de **Port-au-Prince (54%)** ont rapporté avoir été affectés par les **conflits ou violence** au cours des 12 mois précédant la collecte. Dans la commune de **Cité Soleil**, les **inondations (63%)** ont été souvent rapporté comme aléas subis.

ACCES À L'INFORMATION ET AUX MODALITÉS DE COMMUNICATION

Principaux types d'information souhaités par les ménages, de la part des acteurs humanitaires

Comment s'inscrire pour recevoir de l'aide	42%
Comment trouver du travail	30%
Comment obtenir des soins de santé	15%

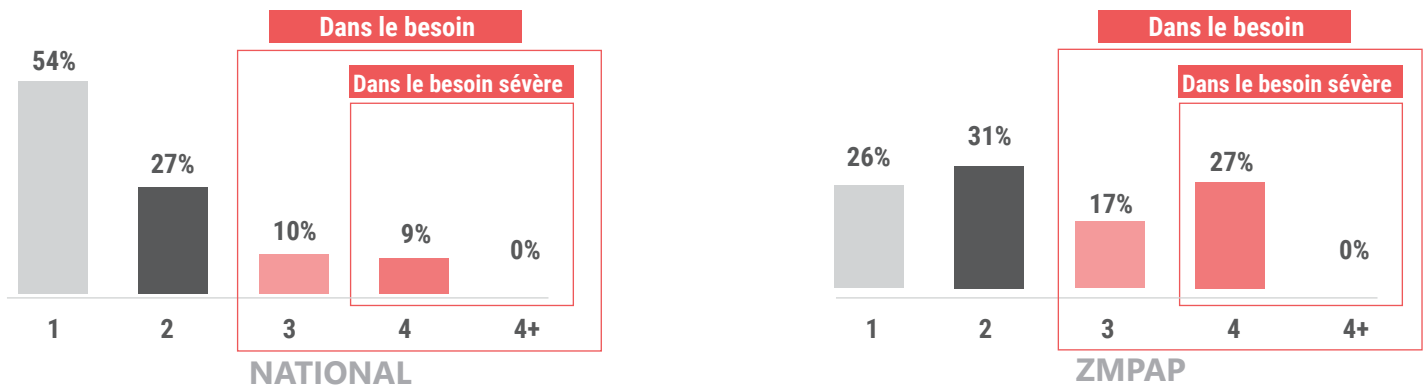
Principales sources de confiance préférées pour recevoir de l'information par % de ménages

- 1 Agence nationale d'aide humanitaire / ONG nationale (43%)
- 2 Agence internationale d'aide humanitaire / ONG internationale (36%)
- 3 Leader communautaire (25%)

76% des ménages préfèrent recevoir les informations sur l'assistance humanitaire par appels téléphoniques. **70%** des ménages ont accès à des **smartphones** tandis que **42%** ont accès à des **téléphones basiques**. **80%** des ménages ont rapporté qu'au moins un membre a accès à **la couverture pour des appels, SMS et internet** et **17%** pour seulement **la couverture pour appels et SMS**.

PROTECTION

CLASSIFICATION MSNI 2025



ACCÈS À LA JUSTICE

30%

des ménages ont rapporté un besoin en **assistance juridique** principalement pour **l'obtention de documents d'identité** (23%)¹.

41%

des ménages déplacés ont rapporté un besoin en **assistance juridique** principalement pour **l'obtention de documents d'identité** (27%)¹.

55%

des ménages **dans le commune de Tabarre** ont rapporté un besoin en **assistance juridique** principalement pour **l'obtention de documents d'identité** (45%)¹.

Top 3 obstacles pour accéder au système judiciaire

- | | |
|---|---|
| <p>1 Aucun service disponible (32%)</p> <p>2 Contrainte financière (24%)</p> <p>3 Manque de documentation civile (17%)</p> | <p>Fréquemment rapporté dans la commune du Cité Soleil (58%)</p> <p>Fréquemment rapporté dans la commune de Croix-des-Bouquets (59%)</p> <p>Fréquemment rapporté dans la commune de Croix-des-Bouquets (45%)</p> |
|---|---|

IMPACT DES RISQUES DE PROTECTION

% des ménages qui ont rapporté que les menaces présentes dans leur communauté ont affecté la capacité d'un membre de leur ménage à accéder à des ressources, à mener des activités ou à faire des choix pour répondre à leurs besoins, tels que le travail, l'agriculture ou la collecte d'eau²

Toute la ZMPAP	Carrefour	Cité Soleil	Croix-Des-Bouquets	Delmas	Port-au-Prince	Pétion-Ville	Tabarre
31%	8%	9%	61%	24%	38%	39%	61%

% des ménages qui ont rapporté qu'au moins un membre du ménage a subi une ou plusieurs restrictions de mouvement dans leur localité²

Toute la ZMPAP	Carrefour	Cité Soleil	Croix-Des-Bouquets	Delmas	Port-au-Prince	Pétion-Ville	Tabarre
28%	13%	6%	50%	8%	48%	21%	29%

¹ au cours des 12 mois précédant la collecte des données

² au cours des 3 mois précédant la collecte des données

IMPACT DES RISQUES DE PROTECTION

% de ménages déclarant qu'un membre de leur ménage ont rencontré des difficultés à accéder aux services en raison de la présence de menaces de protection au sein de la communauté²

pour les hommes et garçons



pour les femmes et filles



Selon 15% des ménages, les **garçons et les hommes** rencontrent des difficultés pour accéder aux centres de santé. Cette proportion est de 12 % pour les **femmes et les filles**. Au niveau de **Croix-des-Bouquets**, 49% des ménages ont rapporté des difficultés pour accéder aux centres de santé pour femmes et des filles ainsi que 57% des ménages pour des hommes et des garçons.

15% des ménages ont rapporté que les **femmes et les filles** ont rencontré des difficultés pour accéder aux écoles. Au niveau de la **Croix-des-Bouquets**, 33% des ménages ont rapporté des difficultés pour accéder aux écoles pour des femmes et des filles ainsi que 27% pour des hommes et des garçons. Au niveau de **Port-au-Prince**, 27% des ménages ont rapportés des difficultés pour accéder aux écoles pour des hommes et des garçons.

% de ménages déclarant que les membres de leur ménage ont dû modifier leur façon de se déplacer ou d'accéder aux espaces publics en raison de la présence de menaces de protection dans la communauté²

pour les hommes et garçons



pour les femmes et filles



17% des ménages ont rapportés que **des hommes et des garçons** et 16% que des **femmes et des filles** évitent certains endroits parce qu'ils ne sont pas sûrs pour sortir la nuit.



Port-au-Prince/Tabarre

33% des ménages à **Port-au-Prince** et 34% à **Tabarre** ont rapporté que les **hommes et les garçons** évitent certains endroits parce qu'ils ne sont pas sûrs.

33% des ménages à **Port-au-Prince** et 35% à **Tabarre** ont rapporté que les **femmes et les filles** évitent certains endroits parce qu'ils ne sont pas sûrs.

% de ménages ayant rapporté des inquiétudes concernant des menaces de protection ressenties par au moins un membre du ménage

Enlèvement, détention ou kidnapping 5%

Violence sexuelle, abus et exploitation 9%

Toute forme de violence 46%

Engagement dans des activités à risque en raison des besoins économiques du ménage 13%

Contraint de fuir leur domicile 20%

Fréquemment rapporté dans les communes de **Cité Soleil (14%)** et **Croix-des-Bouquets (14%)**

Fréquemment rapporté dans les communes de **Port-au-Prince (70%)**, de **Tabarre (49%)** et de **Carrefour (49%)**

Fréquemment rapporté dans le commune de **Croix-des-Bouquets (23%)**.

Fréquemment rapporté dans les communes de **Port-au-Prince (31%)**.

PROTECTION DE L'ENFANCE

40%

de ménages ont rapporté avoir remarqué des **changements comportementaux et émotionnels** chez l'enfant², 14% ont indiqué la **colère ou une agressivité accrue**.

8%

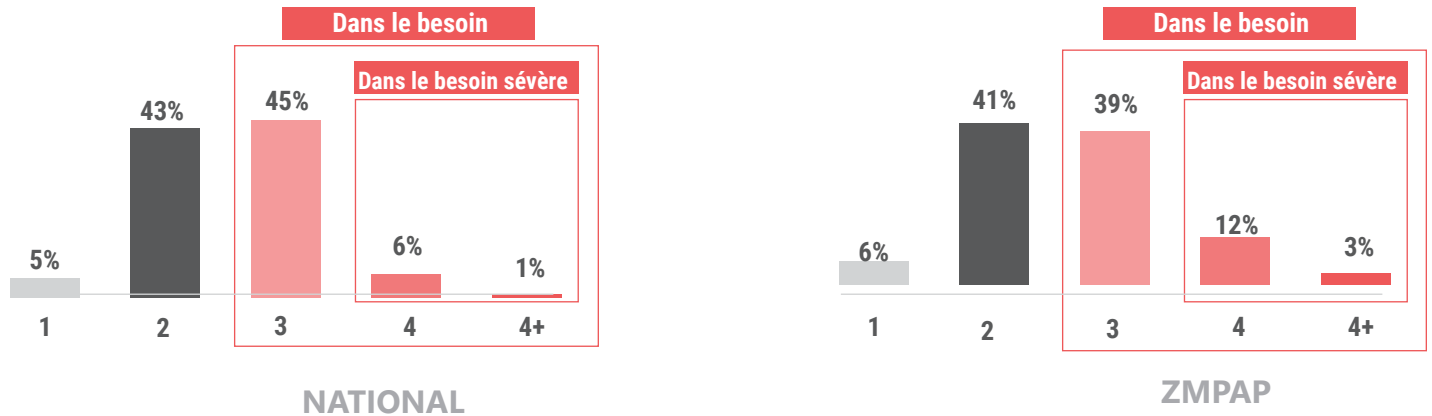
des ménages ont rapporté qu'au moins un enfant de moins de 18 ans du ménage **ne vit pas actuellement dans le ménage**. La commune de **Croix-des-Bouquets** est la plus touchée (11%), suivie de **Port-au-Prince (10%)**.

¹ au cours des 12 mois précédant la collecte des données

² au cours des 3 mois précédant la collecte des données

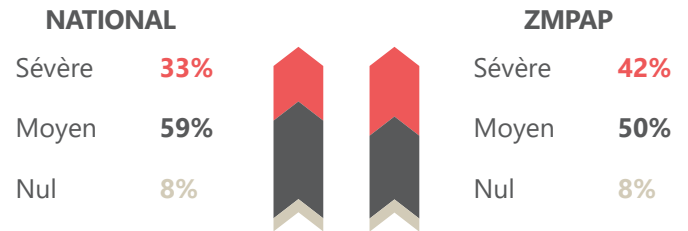
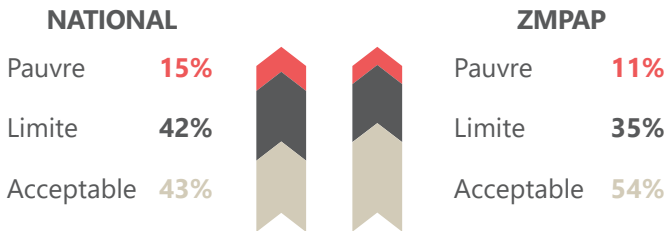
SECURITE ALIMENTAIRE

CLASSIFICATION MSNI 2025



% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)



% de ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim (HHS)

Niveau	NATIONAL (%)	ZMPAP (%)
Sévère	11%	19%
Modéré	50%	44%
Aucun ou peu	39%	37%

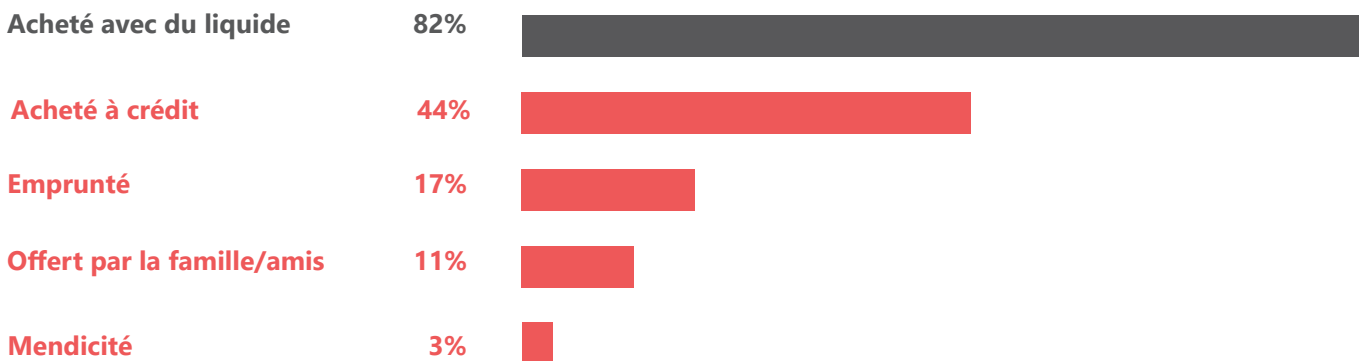


CITÉ SOLEIL

Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)
 Sévère (74%)
 Score de Consommation alimentaire (FCS)
 Pauvre (29%)
 Echelle de la faim (HHS)
 Sévère (44%)

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages au cours des 30 jours précédant la collecte par % de ménages



Les sources d'alimentation principales les plus rapportées dans la commune de **Croix-des-Bouquets** sont: l'achat à crédit (55%), l'achat avec du liquide (40%) et l'emprunt (28%). Tandis que dans la commune de **Cité soleil** les sources les plus rapportées sont: l'achat avec du liquide (77%), l'achat à crédit (50%) et l'emprunt (35%).

MOYENS DE SUBSISTANCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

	NATIONAL	ZMPAP
Urgence	20%	20%
Crise	32%	31%
Stress	24%	22%
Aucun	24%	27%

% de ménages par raisons additionnelles d'avoir recours aux stratégies d'adaptations liées aux moyens de subsistance

Aucun autre besoin	66%	
Santé	23%	
Education	13%	
Logement	6%	
Cérémonies*	6%	

*de type funéraires, communion, baptême, mariage

SOURCES DE REVENUS ET DÉPENSES

Top 3 sources de revenus rapportées par les ménages au cours des 30 jours précédants la collecte de données par % de ménages

Propre activité commerciale	43%	
Travail occasionnel ou journalier	23%	
Prêts ou soutien de la famille et des amis	13%	

15000

gourdes est le **revenu total médian mensuel** par ménage dans la ZMPAP tandis que le revenu médian mensuel à l'échelle nationale est de **10000 gourdes**.

10000

gourdes est le **dépense total median mensuel** par ménage pour les produits alimentaires.

Pour **44%** des ménages à **Cité soleil** et **51%** des ménages à **Tabarre**, les dépenses alimentaire dépassent **75%** des **dépenses totales**

9% des ménages à **Cité Soleil** n'ont **aucune source de revenus**

27% des ménages ont indiqué respectivement les **dépenses liées à l'éducation** et au **remboursement d'une dette** comme types de dépenses infréquents au cours des 6 mois précédant la collecte des données

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS ET AUX MARCHÉS

% de ménages par type d'obstacles les plus rapportés pour accéder à des produits alimentaires et non alimentaires de base

12%

des ménages ont indiqué **l'insécurité ou le danger lors des déplacements vers et depuis le marché** comme principal obstacle. Ces obstacles sont plus rapportés à **Port-au-Prince (22%)** et à **Croix-des-Bouquets (18%)**.

8%

des ménages ont rapporté **l'insécurité ou danger sur le marché** principal obstacle.

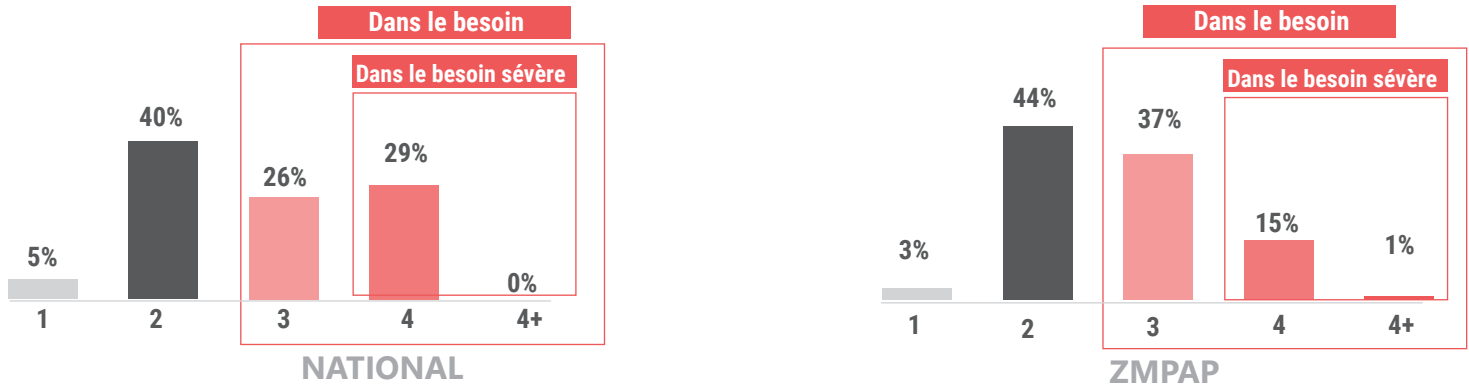
Top 5 des types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone par % de ménages

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	96%
Services formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	72%
Banques	32%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres*	13%
Prêteurs sur gages	4%

*Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

CLASSIFICATION MSNI 2025



ACCÈS À L'EAU

5%

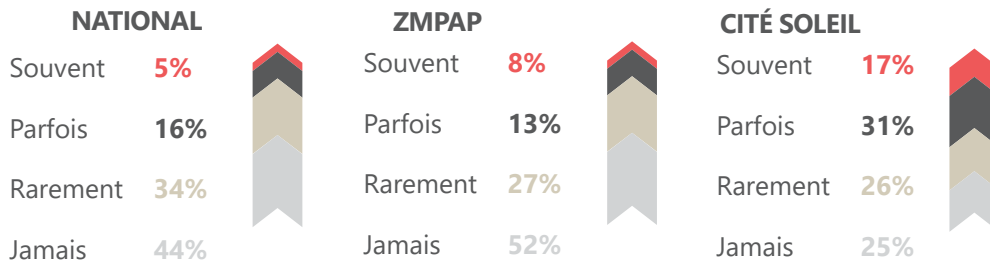
des ménages dépendent de **sources d'eau non améliorées*** au niveau départemental comme principale source d'eau potable, contre 26% au niveau **national**.

Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

Top 3 principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau par % de ménages

- 1 L'eau est trop chère (12%)
- 2 Les points d'eau sont trop éloignés/ Service intermittent, peu fréquent (11%)
- 3 Les points d'eau non-fonctionnels (10%)

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau potable au cours des 4 semaines précédant la collecte



34% des ménages à **Cité soleil** ont rapporté que l'eau était trop chère.

28% des ménages à **Cité Soleil** et 21% des ménages à **Croix-des-Bouquets** ont rapporté que les points d'eau étaient trop éloignés ou que le service était intermittent, peu fréquent.

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

7%

des ménages au niveau de la ZMPAP n'ont **pas accès à des installations sanitaires** contre 49% au niveau de **Cité Soleil** et 22% au niveau national.

33% des ménages **partagent leurs installations sanitaires avec des personnes extérieures au ménage** au niveau de la ZMPAP, dont 56% des **ménages déplacés**.

Top 3 problèmes liés aux infrastructures sanitaires (parmi les 90% qui en ont accès) par % de ménages

- 1 Manque d'installations sanitaires (toilettes) / trop d'affluence (17%)
- 2 Les installations sanitaires (toilettes) ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes (9%)
- 3 Les installations sanitaires (toilettes) ne fonctionnent pas ou sont pleines (9%)

ACCÈS À L'HYGIÈNE

36%

des ménages ne disposent pas d'un **endroit pour le lavage des mains** au sein de leurs ménage

17%

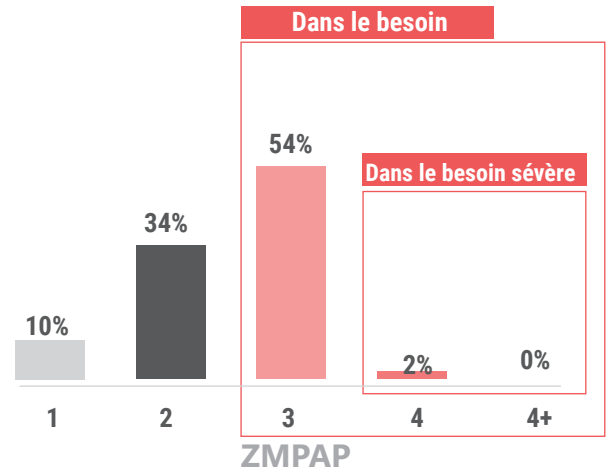
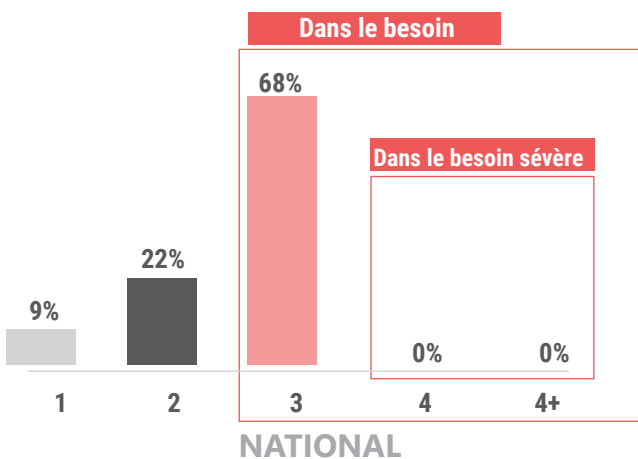
des ménages n'ont pas de **l'eau** disponible dans un endroit au sein du ménage où ils lavent des mains

14%

des ménages n'ont pas du **savon** disponible dans un endroit au sein du ménage où ils lavent des mains

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES

CLASSIFICATION MSNI 2025



ACCÈS À UN ABRI ADÉQUAT

8% des ménages de la ZMPAP vivent dans un centre collectif. Parmi eux, 54% dans des **entrepôts ou autres bâtiments privés** et 32% dans des **bâtiments publics**. Tandis que 19% des ménages à **Port-au-Prince** et 12% à **Tabarre** vivent dans les centres collectifs, 12% des ménages à **Croix-des-Bouquets** n'ont pas d'abri.

11% des ménages pensent qu'ils risquent d'être **expulsés dans les six mois suivant la collecte**.

Top 3 types d'abri rapportés parmi les ménages ne vivant pas dans les centres collectifs ou sans abris (90% de l'ensemble) par % de ménages

1	Maison solide / finie	55%
2	Bâtiment inachevé / non fermé	30%
3	Abri de fortune	5%

11% de ménages dans la commune de **Croix-des-Bouquets** et 7% de ménages respectivement dans les communes de **Cité Soleil** et de **Port-au-Prince** ont rapporté vivre dans des abris de fortune.

% de ménages en location et dépenses médianes en loyer d'un logement ou d'un terrain au cours des 30 jours avant la collecte (en HTG)

Toute la ZMPAP	Carrefour	Cité Soleil	Croix-Des-Bouquets	Delmas	Port-au-Prince	Pétion-Ville	Tabarre
49%	52%	42%	39%	59%	53%	36%	45%
30000	21250	10000	N/A	90000	25000	180000	37500

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

12%

des ménages ont rapporté ne pas pouvoir **stocker de la nourriture et de l'eau** dans leur abri et 38% arrivent à le faire avec des difficultés. Le **manque d'espace pour stocker l'eau (68%*)** a été rapporté comme problème principal.

42%

des ménages ont rapporté **ne pas pouvoir cuisiner dans leur logement** principalement dû au manque d'accès aux installations de cuisine/de cuisson (56%*)

48%

des ménages **dorment avec des problèmes** principalement dû au **manque d'articles ménagers essentiels pour dormir (literie, matelas/matelas, moustiquaires) (77%*)**

32%

des ménages ont rapporté des **fuites en cas de pluie** comme des problèmes relatifs à leur logement. D'autres problèmes souvent rapportés sont **l'excès de chaleur ou de froid dans le refuge (29%)** et le **manque d'espace à l'intérieur du refuge (moins de 3,5 m² par membre du ménage) (26%)**.

* parmi les ménages rapportant le manque de capacité ou des difficultés à effectuer les tâches

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

32%

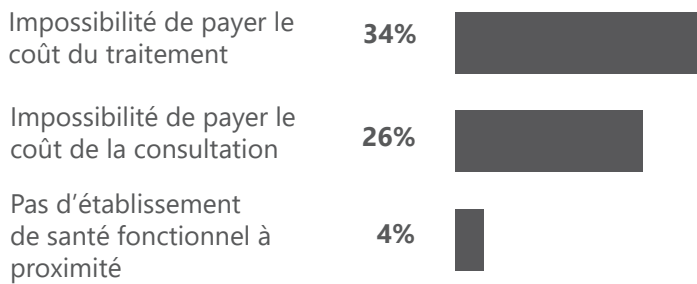
des individus parmi les **37%** ayant signalé un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ont indiqué que **ce besoin n'a pas été comblé** au cours des 3 mois précédant la collecte de données.

Top 3 des besoins de soins de santé rapportés, parmi les 22% des individus ayant signalé un besoin de prise en charge par % d'individus

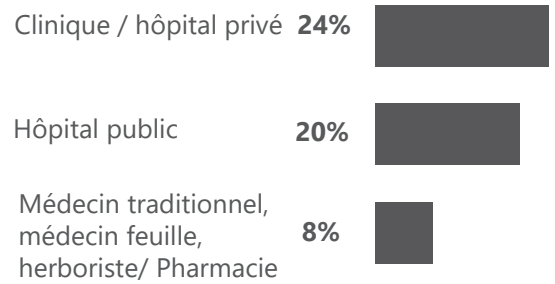
Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.)	47%
Consultation / bilan de santé préventif	22%
Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.)	20%

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (par % des ménages)



% d'individus ayant eu un besoin de soins de santé au cours des trois mois précédant la collecte de données, par type de lieu où ils se sont rendus pour obtenir des soins



38%

des ménages ont rapporté des barrières financières pour accéder aux soins de santé. Les communes les plus touchées sont la commune de **Carrefour (50% des ménages)**, suivie des communes de **Tabarre, de Pétiyon-ville et de Port-au-Prince rapportées à (40%)***.

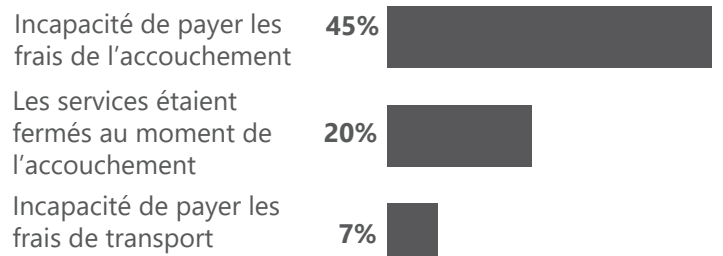
* Impossibilité de payer le coût de la consultation, Impossibilité de payer le coût du traitement, Impossibilité de payer le transport jusqu'à l'établissement de santé

23%

des femmes en âge de procréer (15-49 ans) ont rapporté avoir eu un accouchement vivant au cours des deux années précédant la collecte de données. Parmi elles, **61%** ont accouché à l'**hôpital public**, **22% chez elles** et seulement **11%** dans un **clinique privé/hôpital privé**

Parmi les femmes en âge de procréer (15-49 ans) ayant eu un accouchement vivant au cours des deux années précédant la collecte de données **49%** ont été pris en charge par un **médecin**, **24%** par une **infirmière**, **10%** par une **accoucheuse traditionnelle** et **7%** par une **sage-femme**.

% de femmes par obstacles autodéclarés pour accéder à un accouchement sécurisé dans un établissement de santé, parmi les femmes qui n'ont pas accouché dans un établissement de santé

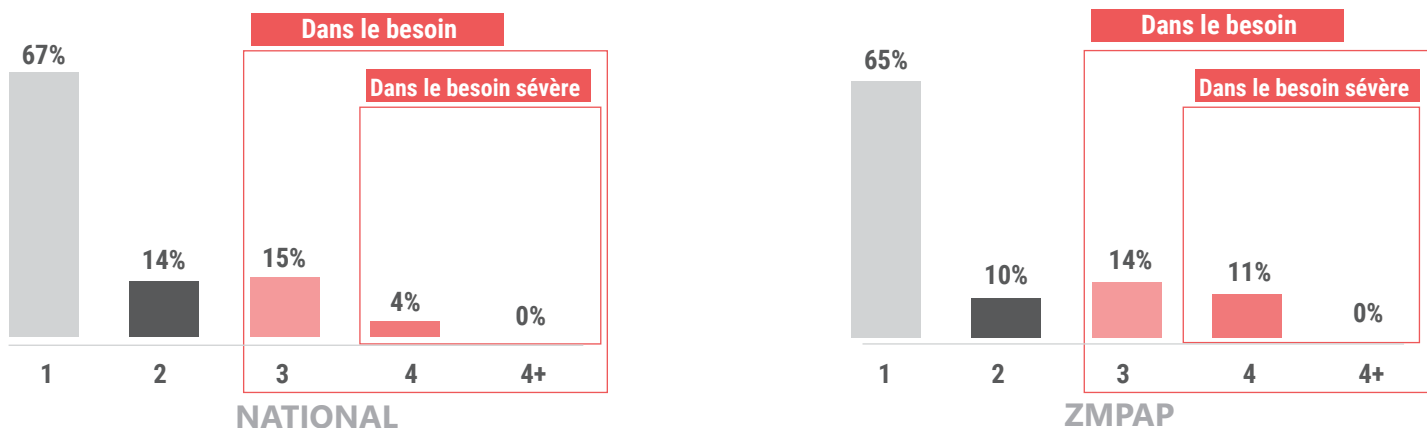


56%

des ménages ont ressenti le **besoin de solliciter un soutien pour un problème lié à leur bien-être psychologique ou mental** au cours de l'année précédant la collecte de données.

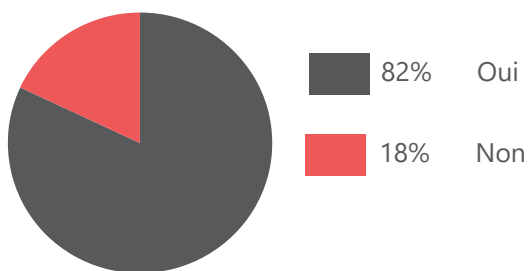
ÉDUCATION

CLASSIFICATION MSNI 2025



SCOLARISATION

% d'enfants de 3 à 18 ans ayant fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance à un moment ou à un autre de l'année scolaire 2024-2025



31% des enfants inscrits ont vu leur éducation perturbée par l'absence d'enseignant.

15% des enfants inscrits ont vu leur éducation perturbée en raison de l'occupation par des forces armées/groupes armés non étatiques. La commune de **Port-au-Prince** est la plus touchée avec **36%** d'enfants concernés.

6% des enfants inscrits ont vu leur éducation perturbée en raison de l'utilisation de l'école comme abri par de personnes déplacées.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Principales raisons rapportées pour la fréquentation non-régulière* de l'école parmi les ménages ayant des enfants de 3 à 18 ans n'ayant pas fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance à un moment quelconque durant l'année scolaire 2024-2025

77% des enfants non-scolarisés le sont en raison des **coûts directs de l'éducation** (par exemple, les frais de scolarité, les fournitures, le transport).

3% des enfants sont non-scolarisés en raison **du handicap ou de problèmes de santé de l'enfant**.

3% des enfants sont non-scolarisés en raison des **risques de protection pendant le trajet vers l'école**.

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine

SUGGESTIONS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

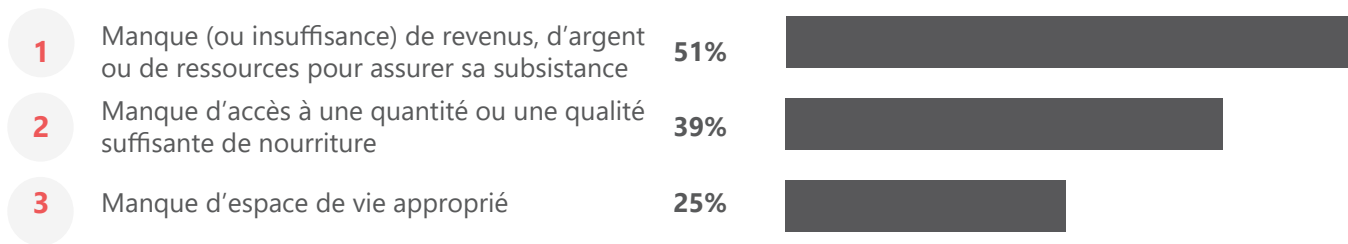
Top 3 suggestions pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, par % de ménages

- 1 Fournir de l'argent pour les dépenses liées à l'école ou pour compenser le revenu que l'enfant pourrait gagner en travaillant (36%)
- 2 Améliorer la sécurité à l'intérieur et sur le chemin de l'école (27%)
- 3 Ouvrir plus d'écoles (26%)

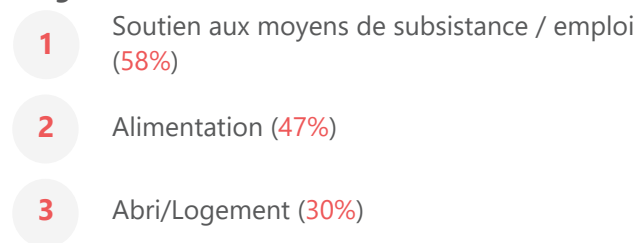
REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES EN ASSISTANCE

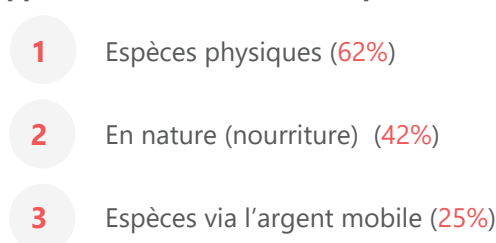
Top 3 défis rapportés auxquels les ménages sont confrontés



Top 3 types de soutien préférés de la part des ONG, parmi les ménages ayant rapporté des défis par % de ménages



Top 3 modalités d'assistance préférés les plus couramment rapportées, parmi les ménages ayant rapporté faire face à des défis par % de ménages



ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

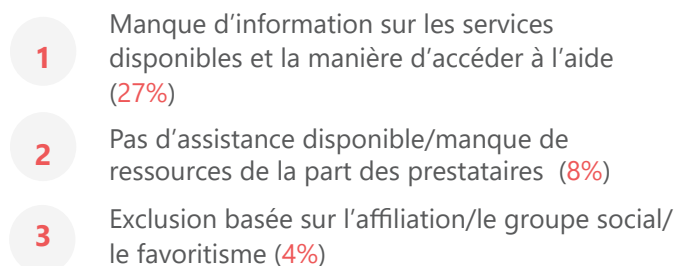
10%

des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte. La commune de **Port-au-Prince** a été la plus assistée, rapportée par 18% des ménages; la moins assistée est **Pétion-Ville**, rapportée par 3% des ménages.

17%

des ménages ont la perception que l'aide ne va pas aux personnes les plus nécessiteuses. Parmi eux, 31% des ménages ont évoqué les **personnes âgées**, suivi par **les veuves et les femmes enceintes** 17% comme les groupes qui n'ont pas accès à l'aide dont ils ont besoin

Top 3 barrières à l'accès à l'aide humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte des données par % de ménages



SATISFACTION PAR RAPPORT AU COMPORTEMENT DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES

13%

des ménages ne sont pas satisfaits par le comportement des travailleurs humanitaires ou personnes qui délivrent l'aide humanitaire.

Parmi eux :

- 22% ont indiqué avoir été témoin ou victime d'une demande d'argent en échange de la fourniture de l'aide par les travailleurs humanitaires.
- 19% ont rapporté des comportements frauduleux ou corrompus des travailleurs humanitaires comme raison de non-satisfaction.
- 11% ont indiqué avoir été témoin ou victime d'exploitations ou d'abus sexuels de la part des travailleurs humanitaires.

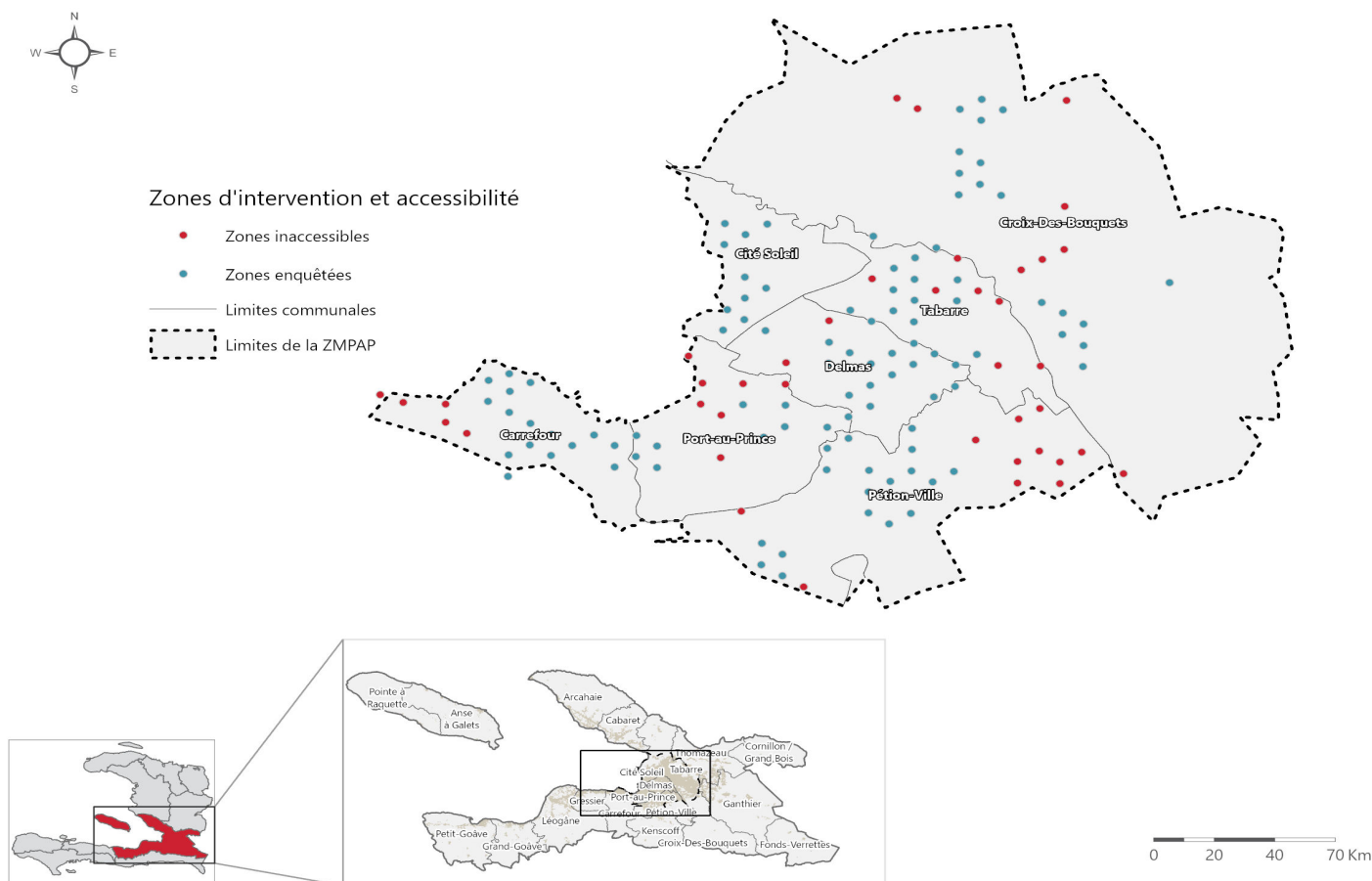
MÉTHODOLOGIE

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé cette évaluation multisectorielle auprès des ménages de la population générale réparti sur l'ensemble du territoire haïtien. Au total, 3139 ménages ont participé à l'enquête et 676 dans la ZMPAP. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements des zones urbaines et rurales.

DÉFIS ET LIMITES

Une limite de l'enquête est liée au fait que certains sujets considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.